

GRÈCE 2.0: ENVISAGER LA CROISSANCE FUTURE



Nicolas Roth
Head of Private Assets

Depuis que le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis et son parti, Nouvelle Démocratie, ont pris le pouvoir en 2019, la Grèce a lancé une série de réformes ambitieuses visant à restructurer le pays et ses institutions, suite à la crise. Elle a également cherché à attirer les investisseurs internationaux dans le pays. Malgré les difficultés rencontrées ces dernières années comme le Covid, la guerre en Ukraine et l'inflation, le gouvernement est resté concentré sur sa tâche et a continué à remplir son mandat. En 2021, la Grèce a déposé auprès de l'UE un plan ambitieux, Grèce 2.0, qui s'inscrit dans le cadre du programme Next Generation de l'UE et de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR), conçus pour atténuer l'impact de la pandémie et préparer les économies à une croissance durable. La Grèce a ainsi pu continuer à financer la modernisation de ses infrastructures et de son économie après avoir reçu 3,6 milliards d'euros dans le cadre de la première tranche et 3,56 milliards d'euros lors de la deuxième tranche. La deuxième tranche a été mise à disposition une fois que le pays a atteint les 25 étapes fixées dans son plan, qui comprenait notamment des investissements dans l'énergie et la régénération urbaine. Maintenant que la Grèce a démontré sa capacité à gérer la première partie de sa stratégie de redressement, à quoi ressemble son plan pour l'avenir ?

SECONDE PARTIE DE STRATÉGIE DE REDRESSEMENT

Sur le plan politique, le pays organisera des élections en juin prochain, au cours desquelles tous les sièges du Parlement hellénique seront disputés. Le Premier ministre Mitsotakis a souligné à maintes reprises que son gouvernement avait besoin de deux conditions pour mener à bien ses réformes prévues. Un changement de gouvernement

immédiat, avec le parti d'opposition de gauche Syriza à la tête du pays, compromettrait la stratégie de relance. La Nouvelle Démocratie bénéficie aujourd'hui d'une avance de 10 points par rapport à Syriza.

Sur le plan économique, le secteur international de l'énergie et le rôle de la Grèce dans ce domaine sont essentiels. Alors que l'UE tente de se diversifier en se détournant de l'énergie russe, la région de la Méditerranée orientale est appelée à devenir un axe majeur de la stratégie énergétique européenne, la Grèce jouant un rôle stratégique en tant que porte d'entrée de l'UE.

GRÈCE: UN ACTEUR MAJEUR DE L'ÉNERGIE EUROPÉENNE

Plusieurs grands projets sont en cours dans la région. Tout d'abord, la Grèce et la Bulgarie ont inauguré l'interconnexion Grèce-Bulgarie (IGB) au début du mois d'octobre 2022. L'IGB est une route essentielle pour transporter le gaz naturel du gazoduc transadriatique (TAP) et de la Grèce vers la Bulgarie et les pays voisins, contribuant ainsi à réduire leur dépendance vis-à-vis du gaz naturel russe. Gazprom ayant récemment réduit ses exportations vers Sofia, suite au refus de la Bulgarie de payer en roubles, le nouveau gazoduc IGB est une pièce maîtresse de l'infrastructure de la région.

La Grèce renforce également sa propre infrastructure énergétique en modernisant et en construisant de nouveaux terminaux GNL. Le pays a construit un nouveau terminal à Alexandroupolis, l'*Unité flottante de stockage et de regazéification de Thrace*. Ce terminal, aux côtés d'autres projets de GNL, vise à renforcer la position de la Grèce en tant que centre énergétique majeur pour l'Europe du Sud-Est.

Plus à l'est, la Grèce s'est employée à maintenir en vie le projet de *gazoduc Eastmed*. Ce projet vise à exploiter le gaz du bassin du Levant au large des côtes israéliennes et libanaises. Enfin, la Grèce s'apprête à lancer un projet d'exploration gazière au sud-ouest du Péloponnèse et à l'ouest de la Crète. Le gaz naturel reste un allié essentiel dans la transition vers une énergie plus verte et toute découverte significative de gaz naturel dans les eaux grecques serait déterminant pour le pays.

RÉVISION À LA HAUSSE DES NOTATIONS: L'ULTIME CHANGEMENT DE LA DONNE?

Alors que la Grèce s'efforce de reconstruire son économie et de renforcer sa position sur le marché européen de l'énergie, elle cherche également à retrouver sa notation *investment grade*. Bien que l'environnement économique soit difficile, avec une récession potentielle dans la zone euro, la Grèce dispose d'arguments solides.

Le pays est sorti d'une surveillance renforcée et a remboursé les prêts du FMI deux ans plus tôt que prévu. Le déficit budgétaire devrait être inférieur au seuil de 3% du traité de Maastricht, tandis que le ratio dette/PIB pourrait passer sous la barre des 150% d'ici 2027. Alors que les agences de notation vont se montrer plus prudentes dans l'octroi de révisions à la hausse l'année prochaine en Europe, la Grèce pourrait faire exception grâce à des politiques budgétaires prudentes et au soutien de la BCE via son programme d'achat d'urgence en cas de pandémie (PEPP). Une amélioration de la notation serait un changement extraordinaire pour la Grèce et permettrait de débloquer des milliards de capitaux à investir dans le pays.

Depuis 2019, la Nouvelle Démocratie et la Grèce ont démontré qu'il était possible de mettre en œuvre une stratégie de redressement réussie. Cela nécessite un plan détaillé, un objectif, une détermination et un gouvernement pragmatique. Frappé par plusieurs crises majeures, le pays a maintenu le cap sur la voie de la reprise et a continué à mettre en œuvre les réformes indispensables. Si la Nouvelle Démocratie est en mesure d'obtenir un second mandat et de continuer à capitaliser sur ses réformes, l'avenir de la Grèce sera beaucoup plus encourageant et le pays commencera certainement à jouer un rôle plus important dans la sphère politique européenne.

La Grèce pourrait jouer un rôle privilégié dans la stratégie énergétique de l'Union européenne.



REYL
INTESA SANPAOLO

INFORMATION IMPORTANTE - Le présent contenu est mis à disposition par REYL & Cie SA et/ou ses sociétés affiliées (ci-après dénommées « REYL ») uniquement à des fins d'information et sans intention de constituer une demande ou une offre, une recommandation ou un conseil d'acquérir ou de vendre des droits dans tous instruments financiers qui y sont mentionnés, ni d'effectuer toute transaction ou de devenir partie à toute transaction de tout type que ce soit, notamment avec tout destinataire qui n'est pas un investisseur qualifié, autorisé, professionnel et/ou institutionnel. Le présent contenu est destiné à la seule utilisation du destinataire et ne peut être ni communiqué, ni imprimé, téléchargé, utilisé, ni reproduit à d'autres fins. Il n'est pas destiné à être distribué/posé à ou utilisé par des personnes physiques ou morales qui sont ressortissantes d'un pays ou soumises à une juridiction dont les lois ou réglementations interdiraient une telle offre/distribution ou utilisation. Bien que REYL mette tout en œuvre pour obtenir des informations issues de sources qu'elle estime être fiables, ni REYL, ni ses administrateurs, représentants, employés, agents ou actionnaires n'assument aucune responsabilité relative au présent contenu, et ne donnent aucune garantie que les données mentionnées soient exactes, exhaustives ou dignes de confiance. Ainsi, REYL n'assume aucune responsabilité eu égard à toute perte résultant de l'utilisation du présent contenu. Les informations, avis et évaluations contenus dans le présent document s'appliqueront au moment de sa publication, et pourront être révoqués ou modifiés sans préavis. Le présent contenu est uniquement destiné aux destinataires qui comprennent les risques encourus et sont capables de les assumer. Avant d'effectuer toute transaction, les destinataires doivent déterminer si l'instrument financier mentionné dans le contenu correspond à leur situation particulière et doivent s'assurer d'évaluer de manière indépendante (avec leurs conseillers professionnels) les risques spécifiques ainsi que les conséquences juridiques, fiscales et comptables et les conditions d'éligibilité de tout achat, toute détention ou vente des instruments financiers mentionnés dans le contenu. REYL, ses administrateurs, représentants, employés, agents ou actionnaires peuvent avoir des intérêts dans des instruments financiers décrits dans les présentes et/ou être liés par des engagements de souscription aux instruments. REYL ne donne aucune garantie concernant l'adéquation des informations, des avis ou des instruments financiers mentionnés. Les données historiques relatives à la performance des instruments financiers ou des actifs sous-jacents ne sont pas une indication de la performance future. Le présent contenu a été compilé par un service de REYL qui ne constitue pas une unité organisationnelle responsable de la recherche financière. REYL est soumise à des obligations réglementaires distinctes, et certains services et/ou instruments financiers peuvent ne pas être disponibles dans toutes les juridictions ou à tous les types de destinataires. Les destinataires devront dès lors se conformer à toutes les lois et réglementations applicables. Le présent document ne vise pas à offrir des services, et/ou des instruments financiers dans des pays ou juridictions dans lesquels ladite offre serait illégale en vertu des lois et réglementations locales applicables.

